

Le secteur communautaire et le monde des affaires sont les acteurs de la gouvernance locale les plus appréciés dans les milieux ruraux

Bruno JEAN raconte cette brève histoire

Une enquête auprès des ménages des diverses collectivités rurales de l'*Observatoire rural canadien de l'Initiative sur la Nouvelle économie rurale* de la FCRR nous a permis de mesurer l'appréciation que les résidents de différentes communautés rurales à l'étude se font de l'efficacité de l'action des différents acteurs, publics, privés et communautaires, impliqués dans la gouvernance locale, soit le maire, les conseillers municipaux, les politiciens et administrateurs publics fédéraux et provinciaux, les entrepreneurs locaux et les groupes communautaires ou bénévoles.

Les résultats globaux montrent une satisfaction très grande à l'égard des acteurs du secteur communautaire qui arrivent bons premiers. En effet, 86% des personnes interrogées affirment que le travail de ces organisations volontaires ou associatifs, représentant ce qu'il est convenu d'appeler la société civile locale, est efficace; seulement 2% des répondants le juge inefficace. Cette représentation fortement positive doit être mise en relation avec le fait que dans les communautés rurales, le secteur volontaire joue un rôle décisif dans le maintien de certains services socio-culturels étroitement liés à la qualité de vie sociale et personnelle. Ces organismes doivent suppléer aux carences de l'offre de service des institutions publiques et privées aux prises avec des logiques d'économies d'échelle et se disant incapables de justifier leur présence pour desservir une si petite population. Comme ces organismes offrent des services, généralement sous un mode non marchand, les résidents des communautés rurales sont à même d'apprécier leur utilité car autrement le même service ne serait sans doute pas disponible localement. Par exemple, on peut penser aux services de loisirs pour les jeunes familles ; si la patinoire est entretenue l'hiver ou si le terrain de jeux est opéré en été, c'est parce qu'une association sans but lucratif s'en occupe.

Par ailleurs, ce qui étonne, c'est de voir les entrepreneurs locaux se mériter une cote de satisfaction relativement haute. Pas moins de 67% des répondants jugent leur action efficace et seulement 6,5% la jugent inefficace. Un facteur explicatif peut être avancé ici, soit le fait que les entrepreneurs locaux sont souvent propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) bien insérées dans le tissu social local par les liens de parenté et l'offre d'emploi à la population locale; une telle proximité géographique qui se double d'une proximité sociale est certainement le gage d'une bonne appréciation de ces acteurs qui, dans d'autres milieux, sont vus très négativement, soit par exemple, comme des milieux d'affaires qui exploitent des bassins de main-d'œuvre captives. Une telle appréciation positive est certainement un atout intéressant des milieux ruraux, car si la population se donne une très bonne image de l'action du monde des affaires, un partenariat qui les implique risque moins d'être jugé de manière négative et les nouvelles formes de gouvernance qui réclament ce partenariat entre le secteur public, privée et associatif peuvent donc trouver dans les milieux ruraux un terrain très fertile pour se déployer.

Cette hypothèse est d'autant plus vraisemblable qu'en cette époque où la politique et les politiciens sont souvent discrédités et objet de dérision, la satisfaction vis-à-vis l'action des politiciens locaux nous a semblé relativement grande. En effet, les résultats globaux montrent que 56% des ruraux considèrent que le maire de leur municipalité exerce une

action efficace et seulement 12% la jugent inefficace. Cette mesure a été réalisée auprès de 2000 personnes choisies aléatoirement et l'inférence statistique nous permet d'affirmer qu'une telle mesure sur un échantillon représente un paramètre pratiquement semblable pour toute la population rurale canadienne. Évidemment, le personnel politique provincial et fédéral est loin d'avoir la même cote d'appréciation; elle glisse respectivement à 43% et 32%. Comme la visibilité locale de ces acteurs politiques est bien plus faible, cela n'est guère étonnant. Quand on considère certaines opérations récentes de visibilité du gouvernement fédéral visant à faire connaître sa présence et ses programmes dans les milieux ruraux, on peut penser qu'il a pris conscience de sa faible visibilité locale dans ces milieux. Par ailleurs, on sait bien que ses grandes politiques sociales et économiques peuvent avoir un effet déterminant pour l'avenir de plusieurs communautés rurales du pays mais l'appréciation des impacts de ces politiques n'est pas à la portée du simple citoyen.

Nous ne savons pas quelle serait la moyenne nationale (mesurée en incluant les milieux semi-urbains, urbains et métropolitains) des réponses à une telle question sur le niveau de satisfaction du rôle des acteurs privés, publics et communautaire de la gouvernance locale. Néanmoins, on peut raisonnablement faire l'hypothèse qu'elle serait sensiblement plus faible. Par ailleurs, l'appréciation des interventions de ces différents acteurs n'est pas toujours corrélée avec les variables socio-démographiques classiques comme l'âge et le niveau de scolarité, mais elle l'est souvent avec une variable mesurant le dynamisme des communautés. Cependant, on constate que l'appréciation positive de l'action du secteur communautaire ou associatif est constante et généralisée, peu importe le genre, l'âge, le niveau d'éducation et le niveau de développement économique de la communauté.

Dans les communautés dynamiques (leading), le niveau de satisfaction du maire monte à 62% et il baisse à 51% dans celles en dévitalisation (lagging). Dans le cas des entrepreneurs locaux, ce niveau passe respectivement à 70% et 65%, un résultat intéressant qui montre que ces acteurs privés sont appréciés partout. C'est dans le groupe le plus jeune (35 ans et moins) que la satisfaction vis-à-vis ces entrepreneurs est la plus grande avec 72%. Du point de vue de l'institutionnalisation de nouvelles formes de gouvernance, cette donnée est intéressante car elle montre que les jeunes générations sont plus enclines à apprécier le rôle du secteur privé que les générations plus vieilles qui ont été plus fortement influencées par les pratiques de l'État-Providence (le Welfare state).

Pour ce qui concerne la satisfaction vis-à-vis les politiciens provinciaux, les hommes sont plus facilement enclins que les femmes à les juger inefficaces; par ailleurs, le niveau de satisfaction varie avec l'âge. Jugés efficaces par seulement 32% des personnes de 35 ans et moins, les politiciens provinciaux sont jugés efficaces par 50% des personnes âgées de 60 ans et plus. Les répondants des municipalités dynamiques sont plus sévères que ceux des municipalités en déclin dans leur appréciation de l'action des ces politiciens provinciaux. Contrairement à ceux des collectivités en déclin, les répondants des communautés dynamiques ont généralement des liens plus étroits avec les instances politiques extérieures. Ils ont donc plus d'opportunités de se forger des attentes plus grandes, risquant alors d'être déçues, face aux politiciens provinciaux et fédéraux qui les représentent. Leur attitude plus critique face à ces acteurs politiques pourrait donc s'expliquer en la reliant à une caractéristique propre ces collectivités rurales dynamiques, soit la qualité des liens ou des réseaux externes, soit des réseaux propres à faire converger des opportunités dans le territoire de la communauté

Deux catégories d'acteurs qui peuvent apparaître loin et indifférent l'un de l'autre, le monde des affaires et le milieu communautaire ou associatif, se retrouvent, dans le contexte rural canadien, être les deux acteurs locaux les plus appréciés par la population rurale. Quand on sait par d'autres enquêtes de l'Initiative de la NÉR que le secteur bénévole est essoufflé, il faut se demander comment élaborer et mettre en oeuvre des politiques publiques visant un meilleur soutien ou accompagnement du travail essentiel du secteur bénévole dans les communautés rurales. Par ailleurs, comme les études en cours du projet NÉR2 risquent de le montrer, dans les collectivités rurales, le monde des affaires est fortement impliqué et imbriqué dans le secteur communautaire local. Il en découle probablement une proximité sociale et une compréhension réciproque qui rapprochent le monde économique local et la société civile et qui est susceptible de faire émerger une nouvelle gouvernance locale plus facilement qu'en ville où la distance sociale entre ces deux milieux est plus grande. Encore là, il faut se demander comment mettre en forme des politiques publiques qui viennent renforcer cet atout ou cette capacité unique des milieux ruraux à l'ère de la nouvelle économie.

Appréciation globale des répondants à l'égard des acteurs locaux

Type d'intervenants	Appréciation en % (N=1995)			
	efficace	inefficace	neutre ou sans opinion	Total
Maire/préfet	55,6%	12,5%	31,9%	100,0%
Conseiller municipal	53,4%	12,5 %	34,0%	100,0%
Entrepreneurs locaux	67,4%	6,5%	26,1%	100,0%
Politiciens/administrateurs locaux	42,5%	18,0%	39,5%	100,0%
Politiciens/administrateurs fédéraux	32,0%	20,9%	47,1%	100,0%
Organismes communautaires/bénévoles	86,0%	2,1%	12,0%	100,0%

Source : enquête NÉR, 2001

Le projet NÉR2 est une initiative de la Fondation canadienne pour la revitalisation rurale



La Nouvelle économie rurale, phase 2 – Tél : (514) 848-2424 ext. 2323
Télé. : (514) 848-2322 – Courriel : reimer@vax2.concordia.ca - Internet : nre.concordia.ca